CONSEIL D'ÉTAT

Arrêté publiant divers actes législatifs

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu les articles 119 à 120 de la loi sur les droits politiques (LDP), du 17 octobre 1984 ;
sur la proposition de son président,

arrête :

Article premier Les actes législatifs suivants sont publiés dans la Feuille officielle :

1. Décret portant octroi d'un crédit d'engagement quadriennal de 21'740'000 francs pour l'entretien constructif des routes cantonales, du 30 mai 2018.
2. Décret portant dénonciation du Concordat relatif à la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS), du 30 mai 2018.

Art. 2 ¹Le présent arrêté sera inséré dans le numéro 23 de la Feuille officielle, du 8 juin 2018. Le délai référendaire sera échu le 6 septembre 2018.

²Toute demande de référendum doit faire l'objet d'une annonce préalable auprès de la chancellerie d'État au plus tard le 28 juin 2018.

Neuchâtel, le 7 juin 2018

Au nom du Conseil d'État :

Le président,

L. KURTH

La chancelière,

S. DESPLAND

TENEUR DES DÉCRETS :

Décret portant octroi d'un crédit d'engagement quadriennal de 21'740'000 francs pour l'entretien constructif des routes cantonales

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

sur la proposition du Conseil d'État, du 21 mars 2018,

décrète :

Article premier Un crédit d'engagement de 21'740'000 francs est accordé au Conseil d'État pour assurer l'entretien constructif des routes cantonales.

Art. 2 Le montant figurant à l'article 1 représente le montant brut des projets, auquel il faut retrancher 1'992'000 francs de recettes issues des contributions annuelles reçues de la Confédération pour les routes principales, portant ainsi à 19'748'000 francs le montant net finalement à charge de l'État de Neuchâtel

Art. 3 Le Conseil d'État est autorisé à se procurer, éventuellement par la voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décret.

Art. 4 Les travaux faisant l'objet du présent décret sont déclarés d'utilité publique. Le Conseil d'État reçoit tous les pouvoirs pour acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les immeubles qui pourraient être nécessaires à l'exécution des travaux.

Art. 5 En cas d'expropriation, il sera fait application de la loi cantonale sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, du 26 janvier 1987.

Art. 6 Le détail d'exécution de ces travaux est confié au soin du Conseil d'État. Le rapport de gestion du Département du développement territorial et de l'environnement donnera chaque année toutes les indications utiles sur l'avancement des travaux, sur les dépenses engagées et sur leur financement.

Art. 7 Le crédit sera amorti conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'État et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et de son règlement général d'exécution.

Art. 8 ¹Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

²Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le 30 mai 2018

Au nom du Grand Conseil :

Le président, La secrétaire générale,

F. KONRAD J. PUG

Décret portant dénonciation du Concordat relatif à la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS)

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,

vu le décret portant adhésion de la République et Canton de Neuchâtel au concordat relatif à la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence (Concordat ViCLAS), du 24 janvier 2012 ;

vu l'article 15, alinéas 2 et 3, du Concordat ViCLAS ;

sur la proposition du Conseil d'État, du 17 avril 2018,

décète :

Article premier La République et Canton de Neuchâtel dénonce avec effet au 31 décembre 2018 le Concordat relatif à la coopération assistée par ordinateur des cantons lors de l'élucidation des délits de violence.

Art. 2 Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

Art. 3 ¹Le présent décret entre en vigueur avec effet au 25 juin 2018.

²Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

³Le Conseil d'État pourvoit, s'il y a lieu, à son exécution.

Neuchâtel, le 30 mai 2018

Au nom du Grand Conseil :

Le président, La secrétaire générale,

F. KONRAD J. PUG